

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 109, Octobre 2013

## L'imaginaire racorni de la droite

La conférence donnée à Montrouge par Denis Tillinac le 8 octobre (*voir ci-après, page 5*) a eu le mérite de montrer quels sont les ressorts d'un homme de droite.

Les gloires qu'il évoque sont des gloires militaires, la France est la France des soldats de plomb, la France est pour toujours la fille aînée de l'Eglise, l'Europe est l'Europe des cathédrales. Il n'y a pas d'avenir, il n'y a place que pour le souvenir ému des grandeurs passées... Le monde nous dépasse, quittons-le !...

Mais la France, ce n'est pas ça ! du moins, ce n'est pas que cela ! C'est aussi, c'est d'abord un mouvement continu d'émancipation. Ce sont les philosophes des Lumières, qui démontent les mécanismes de l'oppression, c'est le menu peuple habitant les faubourgs de la capitale qui s'empare de la Bastille, c'est la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, c'est l'abolition des privilèges, c'est la magnifique devise liberté - égalité - fraternité. C'est la revendication de la démocratie, qui a fini par mettre à bas les dynasties, en France, puis dans de nombreux pays d'Europe, qui reste une aspiration aujourd'hui pour de nombreux pays du monde, et qui demeure un combat toujours inachevé.

Ce sont les écrivains qui ont dénoncé les injustices, ce sont les savants qui ont fait reculer l'obscurantisme et transformé notre monde.

C'est un art de vivre, c'est la solidarité, c'est la Sécurité sociale, ce sont les services publics, c'est la laïcité, c'est le temps libre (oui, les 35 heures ! oui, la retraite à 60 ans ! ...).

Et c'est tout cela qui est menacé aujourd'hui. Les inégalités de fortune retrouvent leur niveau d'avant 1914. Derrière le ton bonhomme des gens comme Tillinac, se profilent les puissants, qui en veulent toujours plus, qui n'ont de cesse de rogner les conquêtes sociales, qui ne reculent pas devant la fraude fiscale, qui désignent des boucs émissaires, qui manipulent les démagogues. Discréditée par son attitude collaborationniste lors de la deuxième guerre mondiale, la droite, en France, ne s'assumait pas comme telle. De Gaulle se prétendait « au dessus des partis ». Il a fallu attendre Sarkozy pour que la droite assume à nouveau son nom. Et Denis Kessler pour que le Medef, dont il était le numéro deux, dévoile, dans un article de *Challenge* du 4/10/2007, la logique sous-jacente à un ensemble de mesures prises par la majorité politique d'alors : « *défaire ce qu'a fait le Conseil National de la Résistance entre 1944 et 1952* ».

Le mouvement d'émancipation qu'a su porter la France devrait être la source d'inspiration pour l'Europe, au lieu qu'elle se cantonne dans le chacun pour soi et le repli frileux.

300 morts, peut-être plus, à quelques encablures seulement de la côte, à Lampedusa ! En vingt ans, 25 000 hommes, femmes, enfants qui se sont noyés en tentant de gagner l'Europe !

Comment porter secours à des naufragés en perdition quand on est conditionné par une idéologie qui vous dicte de les rejeter et de nier leur existence ? Au fond, le drame de Lampedusa renvoie à la droitisation morale de nos sociétés. Il renvoie aussi à la capitulation d'une certaine gauche européenne sur des questions essentielles qui fondent son identité [*merci à Denis Sieffert, Politis, 10 octobre, pour ces emprunts*].

Osons à nouveau porter haut les valeurs de la gauche !

« Liberté, égalité, fraternité », c'est tout un programme !

## Bonnes nouvelles

**Grèce : fin d'un parti néonazi.** Il a suffi de quelques heures au gouvernement grec pour décapiter le parti néonazi Aube dorée qui, depuis deux ans, pourrissait la vie politique du pays. En quelques jours d'enquête sur l'assassinat du rappeur antifasciste Pavlos Fyssas, le 17 septembre, par un militant néonazi, la justice a défini « Aube dorée » pour ce qu'elle est, une « organisation criminelle », pratiquant, avec la complicité d'une partie de la police, des ratonnades contre les immigrés, le blanchiment d'argent, le trafic de femmes et le racket. Le chef du parti et ses principaux lieutenants ont été arrêtés (*Le Monde, 3 octobre*).

**Berlusconi lâché par les siens.** Le 4 octobre, la commission des élections et des immunités parlementaires du Sénat a approuvé la déchéance de son siège de sénateur, à la suite de sa condamnation définitive pour fraude fiscale. La première étape, avant un vote en séance plénière d'ici à 20 jours au maximum, où il a, sur le papier, tous les risques de perdre. Pour la première fois, une partie importante des parlementaires de son parti, et « ses » cinq ministres, ont refusé de suivre ses injonctions à faire tomber le gouvernement Letta (fruit d'une alliance contre nature centre droit- centre gauche). Berlusconi pourrait être arrêté dès qu'il aura perdu son immunité parlementaire, car il est soupçonné d'avoir acheté quelques voix en 2008, entraînant la chute du gouvernement Prodi (*Politix, 10 octobre*).

**Tunisie : les islamistes prêts à quitter le pouvoir.** Le parti Ennahda s'est engagé à quitter le pouvoir avant la fin du mois d'octobre et à céder la place à un « gouvernement d'indépendants » (*Le Monde, 8 octobre*).

**Evasion fiscale : la Suisse renonce officiellement à son secret bancaire.** Elle va signer la « convention fiscale multilatérale » de l'OCDE, spécialement mandatée par le G20. Cette convention est un engagement à coopérer sans réserve, en cas de demande d'entraide de la part d'un autre Etat, sur les avoirs de ses ressortissants à l'étranger. Il s'agit d'une rupture historique pour la Suisse. L'adhésion ultrasymbolique de la Suisse, après celle de pays aussi emblématiques que le Luxembourg ou Singapour, devrait avoir un effet d'entraînement sur les plus petits centres offshore, qui ne se sont pas encore engagés dans la lutte contre la fraude fiscale. Il reste cependant à la Suisse un long chemin à parcourir en matière de transparence. En effet, elle ne s'est pas encore engagée à pratiquer l'échange automatique de données bancaires avec des pays tiers (l'envoi systématique d'informations sur les comptes et avoirs détenus chez elle par des non-résidents, hors enquêtes). Hormis avec les Etats-Unis, qui ont arraché cette transmission d'informations sensibles sous la contrainte de leur loi d'application extraterritoriale Fatca (*Le Monde, 11 octobre*).

**France : enfin, les emplois d'avenir décollent.** Le cap des 60 000 emplois a été dépassé fin septembre, l'objectif des 100 000 en fin d'année devrait être atteint. Le dispositif est principalement destiné aux jeunes peu ou pas diplômés : 90 % des jeunes embauchés n'ont pas le bac et près de 45 % n'ont aucun diplôme, ce qui constitue une véritable réussite (*Le Monde, 8 octobre*). Par ailleurs, 37 000 formations prioritaires ont été engagées, alors que l'objectif fixé cet été était de 30 000. Et 30 milliards d'euros ont été mis à disposition par la Banque publique d'investissement (*Le Monde, 8 octobre*).

## Justice et mémoire

**Bernard Tapie.** L'Etat ne souhaite laisser aucune échappatoire juridique à Bernard Tapie, dans le cadre de l'arbitrage ayant accordé en juillet 2008 405 millions d'euros à l'homme d'affaires. L'Etat lui réclame désormais le remboursement de cette somme. Il assigne Tapie en responsabilité civile pour faute contractuelle et délictuelle.

Le parquet de Paris a en outre ouvert une information judiciaire pour « fraude fiscale » et « organisation d'insolvabilité » : Bercy suspecte Tapie de vouloir organiser son insolvabilité en minorant ses résultats, tout en essayant de répartir des fonds à l'étranger, dans diverses structures opaques, afin d'échapper aux poursuites fiscales en France. (*Le Monde, 3, 6-7, 11 octobre*).

**Nicolas Sarkozy** a essayé, par « un comportement abusif », d'obtenir de l'argent de Liliane Bettencourt, héritière de l'Oréal. C'est ce qu'ont estimé les juges d'instruction chargés de l'affaire. Ils ont établi que l'intéressé (c'est le cas de le dire) « avait connaissance de l'état de vulnérabilité particulièrement apparent de Mme Bettencourt » ; qu'« il s'est présenté deux fois », les 10 et 24 février 2007 au domicile de Mme Bettencourt (et non une seule fois comme il l'a prétendu) ; et que le rendez-vous du 24 février avait pour objet d'obtenir un soutien financier de Mme Bettencourt ». Sarkozy n'est donc pas « blanchi » par les juges, même si ceux-ci ont considéré que juridiquement, il n'y avait pas de « charges suffisantes » pour le renvoyer en correctionnelle. Il leur manquait simplement des preuves. Dix personnes sont renvoyées en correctionnelle dans cette affaire, dont François-Marie Banier, Martin d'Orgeval, Patrice de Maistre, ainsi qu'Eric Woerth, trésorier de la campagne présidentielle de Sarkozy en 2007.

Dans l'ensemble des multiples affaires où il est impliqué, Sarkozy réussit jusqu'à présent à échapper aux juges. Il a mis en place un « cordon sanitaire » destiné à le protéger en toutes circonstances, ses proches jouant avec un dévouement sans faille leur rôle de fusible.

Rappelons ces affaires : outre l'affaire Bettencourt, l'affaire de Karachi (signature de contrats d'armement controversés, où se trouvent impliqués Ballardur, Léotard, Bazire, Gaubert ; violation du secret de l'instruction en marge de cette procédure, en 2011, par un communiqué publié par l'Elysée ; espionnage téléphonique de journalistes en marge de l'affaire Bettencourt, mettant en cause Bernard Squarcini et Philippe Courroye ; soupçons de financement des activités

politiques de Sarkozy par le régime de Khadafi, où le rôle trouble de Guéant a été mis au jour ; dossier des sondages de l'Élysée où sont impliqués Emmanuelle Mignon et Patrick Buisson ; et bien sûr le scandale Tapie.... Ce milieu où tout est permis est bien nauséabond. (*Le Monde*, 8 octobre).

## Dérèglement climatique

**Le dernier rapport du Giec confirme toutes les alarmes des précédents sur la réalité du dérèglement climatique, qui s'aggrave.** Selon les scénarios, il faut compter sur une augmentation de 0,3 °C à 4,8 °C supplémentaires d'ici à la fin du siècle. Cependant, la trajectoire la plus optimiste suppose un effort de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> quasi inaccessible. Dans tous les autres cas, la probabilité de dépasser 2 °C d'augmentation est supérieure à 50 %. Un seuil que les scientifiques considèrent comme décisif : au-delà, certaines conséquences sont imprévisibles. Et si l'on ne fait « rien », les températures grimperaient de près de 5°C. Un bouleversement équivalent, en quelques décennies, à celui de la dernière glaciation. Pour mémoire, les émissions de la dernière période ont dépassé celle du scénario le plus pessimiste du Giec 2007...

**Des solutions existent et elles sont à notre portée.** Des milliers d'alternatives aux causes du changement climatique sont mises en pratique tous les jours par des millions d'individus, d'organisations, de collectivités locales: agriculture paysanne, consommation responsable, circuits courts, relocalisation de l'économie, partage du travail et des richesses, conversion sociale et écologique de la production, finance éthique, défense des biens communs comme l'eau, la terre ou les forêts, pêche durable, souveraineté alimentaire, solidarité et partage, réparation et recyclage, réduction des déchets, transports doux et mobilité soutenable, écorénovation, lutte contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols, aménagement du territoire soutenable, démarches de préservation du foncier agricole, défense de la biodiversité, sobriété et efficacité énergétiques, énergies renouvelables, villes en transition... (*Politis*, 5 octobre).

## Crise des dettes publiques et « shutdown » états-unien

**Malgré le retour de la croissance l'endettement des pays du G 20 continue de grimper.** Les champions de l'endettement public sont, en valeur absolue, les États-Unis (12 631 milliards d'euros), le Japon (9 957) et l'Allemagne (eh oui !) (2 151).

Si on rapporte l'endettement public au nombre d'habitants, les champions sont le Japon (78 190 €/ hab), les États-Unis (39 865), le Canada (33 600) ; viennent ensuite l'Italie (33 360), la France (29 360), la Grèce (27 100, seulement), l'Allemagne (26 305), le Royaume-Uni (25 700) et l'Espagne (20 020).

Mais si on rapporte l'endettement public au PIB, à la fin 2013, les champions seront le Japon (245 %), la Grèce (160 %), l'Italie (130 %), suivis des États-Unis (108 %), du Royaume-Uni (94 %) et de la France (92 %).

L'endettement continue de grimper. En Espagne, il est passé de 36 % du PIB en 2007 à 88 % début 2013, et devrait frôler les 100 % l'an prochain.

Les politiques de rigueur font la preuve de leur inefficacité : les coupes dans les dépenses publiques pénalisent l'activité. Une hausse des prix relativement soutenue serait une façon de ramener en douceur les finances publiques à l'équilibre. Une inflation de 4 % annule ainsi la charge des intérêts de la dette si le taux d'intérêt est lui aussi de 4 %. Au-delà, c'est la valeur même de la dette qui diminue. Tentant pour les États. Mais douloureux pour les investisseurs et les épargnants. C'est d'ailleurs pour cela que la BCE et les Allemands refusent d'envisager une telle option : ils préfèrent favoriser les rentiers, au détriment du reste de la population...

Quoi qu'il en soit, en l'absence d'un retour plus ferme de la croissance (bien improbable, et pas souhaitable d'un point de vue écologique), une nouvelle restructuration des dettes sera inévitable dans la zone euro. En particulier en Grèce et au Portugal. (*Le Monde*, 9 octobre).

« Les révolutions naissent de l'envie de renverser les créanciers, bien plus que d'un quelconque désir d'améliorer la société. Ce fut le cas dans l'Antiquité comme plus récemment avec le mouvement altermondialiste luttant pour l'annulation de la dette du tiers-monde, ou encore la rébellion de certains pays contre la tutelle du FMI. C'est par exemple ce qu'a fait l'Argentine, après sa faillite de 2001. L'économie argentine s'est redressée sans que le pays ne s'inflige une douloureuse cure d'austérité, comme celle aujourd'hui appliquée en Grèce ou au Portugal. » (*David Graeber, Le Monde*, 3 octobre).

**L'administration états-unienne bloquée.** Tant que le Congrès n'aura pas adopté une loi de finances assurant la continuité de fonctionnement, les services « non essentiels » de l'administration seront fermés : 800 000 fonctionnaires (sur environ 2,3 millions) sont invités à rester chez eux. Le président Obama dispose d'une majorité (démocrate) au Sénat, mais pas à la chambre des représentants, dominée par les républicains. Ceux-ci, sous l'influence de leur aile droite (le Tea party) déploient tous leurs efforts pour empêcher une modeste amélioration (connue sous le nom d'Obamacare) du pire système de santé de tous les pays développés : il s'agit de procurer une couverture médicale à 32 millions de personnes, actuellement non assurées, et de rembourser les soins des patients présentant des antécédents graves.

S'ajoute à cela la menace sur la dette. Sans un rehaussement du plafond de la dette à compter du 17 octobre, le Trésor ne sera plus en mesure d'émettre de la dette. Au mieux, cela imposerait une forte réduction des dépenses, d'environ 20 %, ce qui précipiterait les États-Unis dans une nouvelle récession. Au pire, les États-Unis feraient défaut, et les conséquences seraient incalculables, au niveau mondial...

Folie d'une « droite décomplexée » de plus en plus doctrinaire et agressive, prête à provoquer de grandes souffrances dans le pays ! La démocratie états-unienne est bien malade (*Le Monde*, 1<sup>er</sup>, 2, 5 octobre).

## France

**Les paradis fiscaux coûtent à la France 60 à 80 milliards d'euros par an.** Et 2 000 milliards d'euros à l'échelle de l'Union européenne. C'est ce qui ressort du rapport établi par Alain Bocquet (communiste) et Nicolas Dupont-Aignan (non inscrit), qui formule aussi 45 propositions concrètes. Et maintenant, au gouvernement d'agir ! (*Le Monde, 10 octobre*)

## Région parisienne

**Dassault achetait ses électeurs.** Un nouveau témoignage accredité l'existence d'un système d'achat de voix dans les cités de Corbeil-Essonnes. Mamadou K. a expliqué avoir touché 100 000 € en 2010 de la part de l'ancien maire (1995-2009) pour avoir convaincu des habitants de son quartier d'aller voter pour lui lors des élections municipales de 2008. Le jeune homme a également mentionné la piste d'un financement passant par le Liban.

Dans une vidéo pirate, l'avionneur reconnaît avoir donné 1,7 million d'euros à Younès B., le meneur de la bande des Tarterets, qui sévissait dans les années 1990. Younès B. est aujourd'hui en cavale en Algérie. (*Le Monde, 8 octobre*).

## Hauts de Seine

**Petits arrangements entre amis.** Ancien patron de l'office HLM des Hauts de Seine, il a été condamné, a connu l'exil, a fait de la prison. Aujourd'hui, Didier Schuller parle.

Dans les Hauts-de-Seine, depuis le cœur des années 1980, le système est organisé par le RPR, l'ancêtre de l'UMP. Charles Pasqua règne. Patrick Balkany conquiert Levallois-Perret et s'impose dans le paysage. Nicolas Sarkozy devient incontournable. Le « 92 », c'est le Fort Knox français, un coffre-fort parfait. L'argent irrigue à jets continus les comptes du mouvement gaulliste. Placé en 1986 par Balkany et Pasqua à la tête de l'office HLM, Schuller y organise jusqu'en 1994 le système des commissions prélevées sur les marchés publics et se charge de convoier l'argent en Suisse, puis de le répartir sur différents comptes. Les juges enquêtent, Schuller s'enfuit début 1995 aux Bahamas, on lui procure des faux papiers, de l'argent. Il passe par la suite en République Dominicaine. Lorsqu'il revient en 2002, on lui fait comprendre qu'il devrait se taire, on achète son silence. Du coup, les juges sont sans doute passés à côté de l'essentiel. Patrick Balkany a été relaxé dans ce dossier, alors qu'il présidait l'office HLM.

Schuller passe quelques semaines en prison aux côtés d'Alfred Sirven et de Maurice Papon ; il est condamné à trois ans de prison en 2007 ; en 2010, il retrouve ses droits civiques. Il sait maintenant que son exil arrangeait tout le monde, et il vide son sac. Il est en campagne pour conquérir en 2014 la mairie socialiste de Clichy-la-Garenne.

*Gérard Davet et Fabrice Lhomme*, journalistes au *Monde*, ont recueilli ses confidences, et, après enquête, font d'autres révélations, dans leur ouvrage « *French Corruption* » (Stock).

*Extraits* : [en 1990] Balkany m'a dit : « il faut que je donne du fric à Chirac. Donc j'ai fait revenir de Suisse 2 millions de francs, provenant d'un compte dont le véritable objet social, c'était l'argent pour les élections ». [En 1994] « Oui, c'est Sarkozy qui me parle de Heyer, lors d'un dîner chez moi. Je lui avais indiqué que je ne savais pas à qui confier mon argent pour être à l'abri du fisc, et il m'a dit : « je connais un type très bien en Suisse ». Il ne m'a pas dit si lui-même lui avait confié ses sous, mais il m'a donné les références de Jacques Heyer, m'a précisé qu'il avait été président de la Banque populaire suisse, qu'il était très discret et qu'en plus son frère pouvait le protéger, puisque c'était un haut magistrat, ce que j'ai effectivement pu vérifier. Il a ajouté : « d'ailleurs, il s'est toujours occupé de l'argent des gens du RPR puisque le premier mari de sa femme était l'un des trésoriers du parti ». Quand Heyer venait en France, il allait voir Sarkozy à la mairie de Neuilly puis, entre 1993 et 1995, au ministère du budget. Ça, j'en ai été le témoin direct. Il s'est vanté cent fois devant moi de gérer l'argent de Sarko. » (*Le Monde, 10 octobre*).

Toujours dans le registre de l'abus de l'argent public, on apprend par ailleurs qu'à Levallois-Perret, 4 fonctionnaires de police municipaux ont été utilisés comme chauffeur et gardes du corps du couple Balkany...

## Montrouge

### **Le livre voyageur : une initiative intéressante du SEL (système d'échange local) de Montrouge.**

Quand vous avez lu un livre que vous avez aimé, vous le laissez reposer sur une étagère pour des décennies ? vous le jetez ? quel dommage ! Il faut lui donner une deuxième vie, une troisième vie, il faut le faire circuler... Deux personnes du SEL mettront, une fois par mois, des livres en circulation, gratuitement. Elles tiennent leur première table dimanche 13 octobre dans le marché couvert de 10h à 13h. Si vous passez par là dimanche, cherchez-les, n'hésitez pas à leur apporter des livres que vous souhaitez faire "voyager", et à leur en emprunter....

### **Plan local d'urbanisme.**

Le 3 juin 2013, la cour d'appel du tribunal administratif de Versailles a lourdement sanctionné le Maire de Montrouge et son équipe. En effet, les juges ont pris la décision d'annuler Plan Local d'urbanisme (PLU) de notre commune. Ils ont estimé que le maire de Montrouge avait enfreint plusieurs principes démocratiques lors de l'élaboration de ce document essentiel à la gestion des communes.

Cet événement est lourd de conséquences et de sens :

il crée une instabilité juridique menaçant tous les projets immobiliers récemment achevés, en cours ou futurs (promoteurs, bailleurs sociaux, particuliers sont concernés) ;

il prive Montrouge d'un outil central pour la mise en place d'une politique d'urbanisme harmonieuse et l'élaboration d'un projet de ville durable ;

il est révélateur des méthodes autocratiques du Maire de Montrouge.

Manifestement contrarié par ce désaveu, dans un entretien au *Parisien* le 30 juillet 2013, le maire, Jean-Loup Metton, a déclaré s'opposer à une nouvelle concertation et prévoit de faire revoter ce PLU annulé par les juges après les élections municipales de l'année prochaine et sans en changer la substance.

### **Denis Tillinac, écrivain « proche de Jacques Chirac », a donné une « conférence au Beffroi » le 8 octobre.**

En homme de droite revendiqué comme tel, il y a exprimé sa nostalgie de la messe en latin et de ses odeurs d'encens, et d'une France fantasmée, de Jeanne d'Arc à de Gaulle en passant par Napoléon. Mais hélas, il y a eu Simone de Beauvoir, il y a eu le concile Vatican II, il y a eu mai 68, et depuis, tout fout le camp : l'église est désertée (heureusement qu'il y a l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie qui prennent le relais), l'école est sinistrée, on fait de l'égalité une religion, on passe son temps à se flageller (au sujet de l'esclavage, de la colonisation, de la collaboration, de la torture en Algérie...), il y a cette Union Européenne qui s'étend sans limite (si encore on était resté entre pays catholiques !). Et en plus les gens ne lisent plus. Fuyons !

### **Il y a dix ans dans CMM**

« Le samedi 20 septembre, jour du **Forum des Associations** à Montrouge, ATTAC-Montrouge a distribué un tract pour protester contre le fait qu'elle en avait été écartée par la municipalité. La FCPE (parents d'élèves) avait été écartée elle aussi. Le journal "*le Parisien*" a rendu compte de cette action dans un article intitulé "polémique sur la Fête des associations" (22/9/2003). M. Metton, Maire de Montrouge justifie cette exclusion en assimilant ATTAC (mouvement d'éducation populaire agréé auprès du Ministère de la Jeunesse et des Sports) à un club de réflexion politique. Or, écrit-il, pour le Forum des Associations, « nous souhaitons une stricte neutralité politique ». Il est à noter que, dans d'autres municipalités des Hauts de Seine, de droite comme de gauche, ATTAC est admis à participer aux forums des Associations. »

### **De l'art des citations tronquées...**

Après que son film *Les Chinois à Paris* eut été qualifié par *Le Monde* de « monument de mépris et de bassesse », Jean Yanne paya un encart de publicité sur lequel on pouvait lire : « *Un monument*, Le Monde ». Le film rassembla 1,6 million de spectateurs (*Le Monde*, 3 octobre).

Sur le site <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique173> on peut lire les numéros 11 (juillet 2004) à 89 (octobre 2011) de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et sur: <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152>, les numéros à partir de 90 (novembre 2011), ainsi que des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.